

Position du CESE sur la migration et l'asile

Janvier 2023



© Lightspring/Shutterstock.com

Introduction

Au vu des événements récents, la migration peut être à la fois imprévisible et sans précédent, la politique de l'Union européenne étant anticipative et néanmoins réactive. Le présent document met en lumière la politique et les évolutions récentes de l'Union, ainsi que la position du CESE en réponse à ces politiques.

Politique de l'UE

Le tournant politique le plus important a été [le nouveau pacte sur la migration et l'asile](#) (le nouveau pacte) publié en 2020, ainsi que les mesures et initiatives qui en découlent. Le nouveau pacte tente d'améliorer la politique européenne en matière de migration et d'asile dans la perspective d'une approche plus globale et intégrée. Les principales mesures prévues par le pacte sont les suivantes:

- améliorer [les procédures d'asile et la gestion des frontières](#);
- améliorer [la préparation et la gestion](#) des crises;
- lutter [contre le trafic de migrants](#);
- collaborer avec les partenaires internationaux pour gérer les migrations et [améliorer des routes sûres et légales](#) vers l'Union;
- attirer [les compétences et les talents vers l'UE](#);
- améliorer [l'intégration et l'inclusion](#).

De nouvelles initiatives sont également apparues en réponse à l'évolution de la situation: par exemple, l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, qui a déclenché l'application de [la directive sur la protection temporaire](#) (DPT). En réponse à l'augmentation substantielle du nombre de migrants en situation irrégulière (par rapport à 2021) arrivant dans l'Union via la [Méditerranée centrale](#) et les [Balkans occidentaux](#), l'Union a lancé des plans d'action pour ces régions.

La réponse du CESE à la politique de l'Union

Tout d'abord, et avant toute chose, le CESE réaffirme que les migrants — quelle que soit la raison expliquant leur venue — sont des êtres humains porteurs d'espoirs, de peurs et de rêves, ainsi que détenteurs de droits fondamentaux qui doivent être protégés¹.

Le CESE apprécie vivement le déclenchement de la directive relative à la protection temporaire en réponse à la crise ukrainienne, et encourage son activation future au bénéfice de ressortissants de pays tiers confrontés à des situations de crise à venir ([SOC/710](#)). Par ailleurs, les actions spécifiques pour les Ukrainiens au titre de la directive relative à la protection temporaire devraient être accessibles à toute personne ayant besoin d'une protection internationale. Il s'agit d'un tournant qui devrait devenir une norme ([SOC/733](#)).

Pour ce qui concerne **l'asile et la gestion des frontières**, la position du CESE est la suivante:

- Il reconnaît pleinement les droits fondamentaux des personnes qui arrivent aux frontières de l'Union et leur droit de demander l'asile ([SOC/710](#)). Il soutient l'amélioration du régime d'asile européen commun (RAEC) et croit en la solidarité et au partage des charges entre les États membres en matière de gestion des demandes d'asile ([SOC/699](#)).
- Les procédures de filtrage des ressortissants de pays tiers aux frontières extérieures doivent être conformes aux droits fondamentaux ([SOC/670](#)).
- Il estime nécessaire de traiter dignement les personnes appréhendées aux frontières intérieures et de les informer de leurs droits au lieu de légaliser des formes de refoulements intérieurs ([SOC/710](#)).
- Il considère que les mineurs non accompagnés (MNA), qui constituent le groupe le plus vulnérable, doivent être protégés avant tout en tant qu'enfants, et ceux d'entre eux qui ont fait l'objet d'une exploitation doivent se voir accorder le statut de victimes de la traite des êtres humains et recevoir un titre de séjour. Il affirme que les mineurs non accompagnés n'ont pas à être placés en rétention ([SOC/634](#)).
- Il juge que les acteurs humanitaires qui effectuent des opérations de recherche et de sauvetage en mer, qui sont indispensables ne sauraient être passibles d'infraction pénale. L'Union devrait poursuivre les opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée, tout en encourageant les États membres à respecter leurs obligations internationales en matière de sauvetage des personnes se trouvant à bord de navires en détresse et à s'abstenir de fermer leurs ports à leur accueil ([SOC/649](#)).

1 [The EESC expresses its concern about the situation on the border with Belarus](#) («Le CESE s'inquiète de la situation à la frontière avec la Biélorussie», en anglais).

En ce qui concerne **le trafic de migrants**:

- Il est essentiel de lutter contre le trafic de migrants au moyen d'une approche «sur l'ensemble de la route», qui comprend l'amélioration de la coopération judiciaire et policière, le renforcement des actions visant à prévenir l'exploitation et à garantir la protection des personnes victimes de trafic ([SOC/707](#)).
- Les acteurs humanitaires en mer et ceux qui fournissent des soins médicaux ou une aide aux passeurs ne sauraient être passibles d'infraction pénale ([SOC/707](#)).
- La mise en œuvre de la directive relative aux sanctions à l'encontre des employeurs doit être améliorée pour lutter de manière plus coordonnée et plus énergique contre l'emploi illégal et l'exploitation par le travail ([SOC/707](#)).
- Le CESE condamne fermement l'instrumentalisation qui fait des migrants et des demandeurs d'asile des éléments de déstabilisation, comme on a pu l'observer aux frontières avec le Maroc et, a fortiori, avec la Biélorussie ([SOC/707](#)).

Pour ce qui concerne **la migration légale et l'intégration**:

- Le CESE estime que si davantage de possibilités de venir en Europe de manière sûre et légale existent, la migration irrégulière vers l'Europe diminuera considérablement ([SOC/649](#)). Par conséquent, l'Union devrait adopter des politiques et des mesures qui visent une migration sûre, structurée et régulière et qui renforcent l'inclusion et la cohésion sociale².
- Les migrants, les réfugiés et les demandeurs de protection internationale devraient être traités sur un pied d'égalité, indépendamment de leurs compétences et de leur niveau de qualification; la reconnaissance de leurs compétences et qualifications, ainsi que les possibilités d'améliorer leurs compétences et l'accès à la formation et à l'apprentissage, sont indispensables ([SOC/733](#)).
- L'emploi est essentiel à l'intégration. Renforcer les capacités pour faire concorder l'offre et la demande de travail, favoriser l'esprit d'entreprise et la formation professionnelle sont des éléments nécessaires à l'amélioration de l'employabilité des migrants³.
- L'immigration a une influence positive sur la croissance de la population et de la main-d'œuvre. L'Europe vieillit et l'immigration peut jouer un rôle pour renforcer la population active ([SOC/628](#) et [SOC/574](#)).
- Tous les migrants, quel que soit leur statut juridique, devraient avoir accès aux soins de santé dans tous les États membres ([SOC/668](#)).
- Les programmes de soutien axés sur l'égalité entre les hommes et les femmes qui visent à aider les femmes migrantes à trouver un emploi sont encouragés. Les femmes migrantes

2 https://www.eesc.europa.eu/sites/default/files/resources/docs/pp_migration_fr_withlinks.pdf.

3 https://www.eesc.europa.eu/sites/default/files/resources/docs/pp_migration_fr_withlinks.pdf.

sont confrontées à des difficultés particulières pour entrer sur le marché du travail, et la pandémie de COVID-19 a exacerbé le processus d'intégration ([SOC/641](#)).

Le Forum européen sur la migration et le groupe permanent sur l'immigration et l'intégration

Le [Forum européen sur la migration](#) (EFM), qui est organisé conjointement avec la DG Migration et affaires intérieures de la Commission, traite au jour le jour des questions les plus urgentes concernant les populations de migrants et de réfugiés. Cet événement attire plus de 200 représentants d'organisations de la société civile, y compris les organisations dirigées par des migrants eux-mêmes, des collectivités locales ou encore des institutions européennes et internationales. En 2021, le forum s'est concentré sur la contribution des migrants à la relance après la pandémie ainsi que sur des sujets tels que l'accès à l'éducation ou l'inclusion numérique.

L'[édition 2022 du forum](#) a placé l'inclusion des jeunes au cœur de ses débats, en ce qu'elle représente la clé d'une intégration réussie. Parmi les principaux résultats du forum, on peut citer les demandes suivantes: placer les migrants, et en particulier les jeunes migrants, au cœur de l'élaboration des politiques et de la démocratie représentative; reconnaître les compétences et les qualifications, ainsi que le militantisme et l'inclusion dans le tissu local pour faciliter l'intégration des jeunes migrants. Parmi les autres questions importantes soulevées figurent la différence d'attitude à l'égard du traitement des réfugiés ukrainiens par rapport aux autres réfugiés, la nécessité d'établir des rapports et des discours équilibrés sur les migrants et de souligner leurs contributions positives⁴.

Le groupe d'étude thématique sur l'immigration et l'intégration (IMI) est composé de membres du CESE, et il s'est donné pour objectif de soutenir les travaux de ce derniers sur la migration et l'asile, notamment en contribuant au Forum européen sur la migration (FEM) et en donnant corps au rôle du Comité en tant que facilitateur entre la société civile organisée et les institutions européennes dans ce domaine. Dans le cadre de ses activités principales, le groupe IMI a organisé des consultations sur le forum ou encore des tables rondes avec la présidence de l'UE, les États membres et la Commission sur la gestion des migrations. La [manifestation finale](#) de 2022 a pris la forme d'une réunion publique d'une journée qui a [mis en lumière les progrès réalisés](#) en matière de protection et d'intégration des réfugiés ukrainiens.

Lors de cette opération, le CESE a fait le point sur le déploiement de mesures d'aide humanitaire et d'intégration dans l'ensemble de l'Union à la suite du déclenchement de la directive relative à la protection temporaire. Il convient de saluer la rapidité avec laquelle les États membres ont réagi à l'afflux massif de réfugiés, la meilleure préparation à la crise et l'ampleur de la coopération et de la solidarité entre les États membres et au sein de ceux-ci, tant au niveau régional qu'au niveau local.

4 <https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/publications-other-work/publications/la-position-du-cese-sur-les-migrations-position-paper-décembre-2016>.

Contact: soc@eesc.europa.eu

www.eesc.europa.eu/soc

 [@EESC_SOC](https://twitter.com/EESC_SOC)